

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 8 (1980)

DOI: 10.11588/fr.1980.0.50467

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

landnote 1952 datierte nicht vom 25. Mai, sondern schon vom 10. März (S. 75); und der Vertrag von Rapallo wurde natürlich nicht 1923, sondern schon 1922 geschlossen (S. 228).

Wilfried LOTH, Saarbrücken

D. L. HANLEY, A. P. KERR, N. H. WAITES, *Contemporary France. Politics and society since 1945*, London, Boston, Henley (Routledge & Kegan Paul) 1979, 8°, XII – 325 S.

So viel seit den 1960er Jahren auch über französische »Landeskunde« diskutiert worden ist: Fundierte Einführungen, die über die Darstellung der Lebensgewohnheiten oder des politischen Systems im engeren Sinne hinausgehen, sind selten. Um so mehr ist diese ausgezeichnete Gemeinschaftsarbeit von drei Neuhistorikern der Universität Reading zu begrüßen, welche dem Nicht-Spezialisten einen Überblick und zugleich eine Anleitung zu eigener weiterer Arbeit gibt. Sie ist flüssig geschrieben und versteht es, auch kompliziertere sozio-ökonomische Zusammenhänge klar darzustellen.

Den ersten Teil bildet eine konzentrierte Geschichte Frankreichs von 1944 bis August 1978, in der politische, ökonomische und soziale Faktoren gleichermaßen zur Geltung kommen. Diese Bereiche werden in den folgenden Teilen systematisch analysiert und erweitert.

Die Darstellung der Wirtschafts- und Sozialstruktur, mit Schwerpunkt auf der Gegenwart, wird durch umfangreiches statistisches und graphisches Material ergänzt, wobei den Problemen sozialer Schichtenanalyse das besondere Augenmerk gilt und auch kontroverse wissenschaftliche Meinungen referiert werden. Besonders interessant zu lesen ist der Versuch, die vielfältigen Aspekte der »politischen Kultur« des gegenwärtigen Frankreich aus der Entwicklung seit 1789 zu erklären.

Die Darstellung des Verfassungssystems geht über die Institutionen selbst hinaus und erfaßt die Problematik des Staatszentrismus sowohl hinsichtlich der »Provinz« wie z. B. gegenüber Rundfunk und Presse. Hierbei wie bei der Darstellung des Parteien- und Gewerkschaftssystems wird immer wieder auf die größeren historischen, kulturellen und sozio-ökonomischen Zusammenhänge verwiesen. Gleiches gilt für die Außen- und die Verteidigungspolitik. Breiter Raum wird im letzten Teil dem Erziehungssystem gewidmet, das als solches dargestellt und in seiner Bedeutung für das politische System analysiert wird. Eine gut kommentierte Auswahlbibliographie sowie ein Register beschließen den Band. Er kann nicht nur Historikern und Politikwissenschaftlern als solide Einführung dienen, sondern ist auch für Romanisten, zumal angesichts des günstigen Preises der Paperback-Ausgabe, als landeskundliche Grundlage für Studium und Schulunterricht zu empfehlen.

Rainer HUDEMANN, Trier

Josef BECKER, Theo STAMMEN, Peter WALDMANN (Ed.), *Vorgeschichte der Bundesrepublik Deutschland. Zwischen Kapitulation und Grundgesetz*, München (Wilhelm Fink Verlag) 1979, in – 8°, 452 p. (Uni-Taschenbücher, 854).

Dans le flot d'ouvrages parus à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la République fédérale, ce recueil d'articles à un prix accessible est particulièrement utile. Une équipe de sociologues, économistes, politologues et historiens de l'Université d'Augsburg s'est réunie pour faire le point de nos connaissances sur l'époque 1945 à 1949, sans prétendre présenter de nouveaux résultats de recherche.

En introduction, J. Becker situe la question allemande dans le cadre général de la politique



internationale depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, insistant notamment sur le déclin de l'influence européenne dans le monde et sur la rupture des traditions allemandes par la chute du Reich; il analyse l'essentiel des conférences internationales qui ont préparé l'état actuel de l'Europe, et il fait ressortir les différentes motivations qui expliquent les attitudes des grandes puissances.

D. Berg-Schlosser décrit les étapes de la reconstruction du système économique allemand, passant de l'économie dirigée, héritée de la guerre et répondant surtout aux besoins du moment, à l'établissement de l'«économie sociale du marché» après la réforme monétaire. Il tient compte des influences aussi bien internationales qu'internes, bien qu'il sous-estime peut-être la marge de manoeuvre dont disposaient les hommes politiques allemands dans ce domaine vis-à-vis des Alliés, tout au moins en zones américaine et britannique.

La dénazification – domaine où la recherche n'est relativement avancée que pour la zone américaine – est analysée par V. Dotterweich. Il met l'accent sur son échec plus ou moins inévitable, vu le gigantesque appareil bureaucratique monté par le Gouvernement militaire américain dans l'esprit de la «responsabilité collective» du peuple allemand, et qui ne tenait guère compte, dans ses jugements souvent contestables, de la vie dans une dictature, créant ainsi les oppositions les plus diverses jusqu'à ce que les américains interdisent eux-mêmes, et cette fois contre l'avis des organismes allemands responsables, la poursuite de la dénazification en 1949/50.

P. Waldmann résume dans une excellente contribution les problèmes posés par la réintégration des presque huit millions d'Allemands expulsés des régions situées à l'Est de l'Oder-Neiße. Il décrit les étapes de leur réorganisation, des associations locales aux grands groupes de pression à intérêts parfois divergents à l'échelon national, et il analyse leur situation sociale (habitat etc.) ainsi que les réussites et les échecs de leur réintégration professionnelle. Waldmann explique le fait que ces réfugiés ne soient pas devenus un groupe en marge de la société, avec les dangers politiques et sociaux que cela peut comporter, d'une part par les importantes mesures d'intégration prises par le gouvernement allemand, et d'autre part par une sorte de modernisation conservatrice («Modernisierungsschub unter konservativen Vorzeichen»), c'est-à-dire par le caractère conservateur, sur le plan politique et culturel, de ce groupe pour lequel l'expulsion des régions agraires coïncidait souvent avec l'intégration dans le monde industrialisé.

L'influence de l'immédiat après-guerre sur l'évolution des structures de la famille ne peut certainement être déterminée sans une analyse très soignée des évolutions à long terme depuis le 19<sup>e</sup> siècle; ainsi, l'article de D. Wirth, qui constate une stabilisation de la famille pendant cette époque de crise, mais qui néglige le contexte historique, ne dépasse guère un rappel des conditions de vie.

Le recrutement des nouvelles élites politiques (U. Zelinsky) fut fortement influencé par les gouvernements militaires, pris entre les besoins de personnel qualifié d'une part et les buts de la dénazification de l'autre. Alors qu'en zone russe, la qualification fut négligée au profit de l'attitude politique et de l'origine sociale, à l'ouest, les élites se constituaient d'abord d'hommes de Weimar et d'«hommes nouveaux» souvent sans expérience politique, jusqu'à ce que le besoin de spécialistes et la décision en faveur d'une reconstruction de l'Allemagne aient préparé le terrain à un retour en masse des anciens fonctionnaires, à l'exception des responsables nazis importants.

Une certaine continuité du personnel ressort aussi des analyses de I. Tornow sur les associations du patronat, dont l'organisation fut fort différente, au début, selon les zones ou même – en zone française – selon les Länder.

U. Bernecker retrace les débats sur la structure des syndicats qui n'ont pas réussi à unifier leur organisation (Einheitsgewerkschaft) – les salariés fondant leur propre syndicat en 1949 –, mais qui ont néanmoins surmonté les clivages politiques caractéristiques des syndicats d'avant 1933 (Richtungsgewerkschaften). B. confirme la critique, actuellement largement acceptée, qui consiste à leur reprocher le manque d'exploitation politique des mouvements de masse



notamment en 1946/49, qui aurait contribué à l'échec partiel de leurs demandes de démocratisation de l'économie après 1950. Cette critique surestime peut-être quelque peu la précision du programme syndical d'une «Wirtschaftsdemokratie». D'autre part, des recherches actuellement en cours mèneront probablement à une révision de son jugement sur les gouvernements militaires accusés d'avoir unilatéralement soutenu le patronat.

La dernière partie du livre est consacrée aux débuts de la vie politique.

R. Wenzel présente les débats sur les bases de l'ordre économique et social, de l'économie sociale du marché aux conceptions socialistes et catholiques, complétant ainsi l'étude de Berg-Schlosser sur l'évolution économique. H. Maier décrit les débuts de la réorganisation politique à l'échelon communal. R. Kunz donne une bonne description de l'influence des gouvernements militaires sur la formation des partis politiques, ainsi que des étapes de leur organisation; on regrettera peut-être que l'analyse des changements profonds intervenus dans ce système, notamment par l'extension du type de parti de masse, ait été un peu trop écartée, ainsi que l'histoire des partis, indispensable à l'explication de phénomènes tel que le poids des organisations régionales notamment dans les partis du centre et de la droite.

En conclusion, Th. Stammen décrit le contexte national et international de la formation de la Loi fondamentale, et G. Maier analyse son élaboration, insistant moins sur son contenu que sur les influences respectives des groupes représentant les différentes composantes de la société.

Mise à part peut-être une contribution sur la politique d'occupation proprement dite, comportant un certain nombre d'erreurs et d'incohérences (telle la confusion terminologique entre Conseil de Contrôle et Commandement en Chef Français en Allemagne, p. 70), ce volume donne une très bonne vue d'ensemble et aborde notamment un certain nombre de problèmes que l'on trouve rarement dans des ouvrages de synthèse sur ce sujet. Des bibliographies en général soigneuses facilitent la tâche au lecteur qui voudrait pousser plus loin ses investigations; une chronologie et un tableau des résultats électoraux complètent le volume. Certes, il existe encore beaucoup de divergences et de problèmes de recherche que les auteurs n'ont pu mettre en relief dans ce cadre;<sup>1</sup> et l'impact de ces années de l'immédiat après-guerre ressortirait sûrement mieux si un plus grand nombre des sujets avait pu être intégré dans une analyse historique plus étendue. Mais cela n'a peut-être pas été le but de cette équipe – seulement en minorité historique – qui a fourni un moyen d'information rapide et soigneuse sur ces années.

Rainer HUDEMANN, Trier

Wolfgang BACH, *Geschichte als politisches Argument. Eine Untersuchung an ausgewählten Debatten des Deutschen Bundestages*, Stuttgart (Klett-Cotta) 1977, 200 S.

Der Autor bemüht sich, einen empirischen Beitrag zum Streit über »Nutzen und Nachteil der Historie für das Leben« zu liefern, indem er »angewandte« Geschichte auf einem sowohl bedeutsamen wie empirisch abgrenzbaren Feld, dem der außenpolitischen Debatten des Deutschen Bundestages über die »Pariser Verträge« (1954/55) und die »Ostverträge« (1972), untersucht. Die beiden Debattenkomplexe wurden vom Verfasser ihrer Vergleichbarkeit in Bezug auf Länge, öffentliche Umstrittenheit, parlamentarische Rollenverteilung und Entscheidungsrelevanz wegen ausgewählt. Ihr Verhandlungsgegenstand legte darüberhinaus eine vergleichende Analyse nahe, da es sowohl 1954/55 als auch 1972 um die Frage ging, wie der

<sup>1</sup> Pour connaître les problèmes qui occupent actuellement la recherche, voir notamment les articles réunis par Heinrich-August WINKLER (Éd.), *Politische Weichenstellungen im Nachkriegsdeutschland 1945–1953*, Göttingen 1979 (Geschichte und Gesellschaft, Sonderheft 5).